

REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP « PLAN NATIONAL DE NUMEROTATION ET REGLES DE GESTION »

Question 1. Que pensent les acteurs du scénario d'assouplissement de la contrainte géographique applicable aux numéros géographiques (partie 4) ?

Le territoire a été découpé en « Zone de Numérotation Élémentaire » (ZNE), qui correspond aux zones d'influence des commutateurs locaux installés par les P.T.T. il y a plus d'un demi-siècle. Les appels téléphoniques étaient alors acheminés vers l'un des commutateurs locaux en fonction des premiers chiffres du numéro appelé.

Depuis, la technologie a fait beaucoup de progrès et la plupart des appels sont acheminés sans cette contrainte technique. Les appels téléphoniques modernes et les plus répandus (par l'abonnement à Internet ou par la téléphonie mobile) ne sont pas soumis à cette contrainte.

Alors que sur le mobile il est toujours possible de conserver son numéro (que ce soit en changeant d'opérateur ou bien en déménageant), le fixe souffre encore des contraintes liées à l'ancienne structuration des numéros géographiques. Les utilisateurs doivent supporter le fait de perdre leur numéro géographique en changeant de département ou bien même dans certains cas en déménageant dans la commune voisine. En revanche il n'existe pas de difficulté pour la portabilité des numéros non géographiques.

A l'étranger, la portabilité des numéros géographiques sans restriction de localisation est pourtant implémentée dans plusieurs pays : Danemark, Luxembourg, Malte, Norvège, Suisse.

Dans ce contexte nous accueillons très favorablement le scénario de migration proposé par l'Arcep qui vise à supprimer les contraintes géographiques applicables aux numéros géographiques.

Nous pensons pertinent, pour des raisons de simplicité et de lisibilité, que le scénario envisagé par l'Arcep fasse abstraction des segments de marché et des technologies. Des différences de traitements entre les segments entreprises et grand public ou bien entre les abonnés sur cuivre ou sur fibre seraient difficilement compréhensibles pour les utilisateurs finaux. Cette action serait cohérente avec le manifeste de l'Arcep : « *L'Arcep organise le cadre d'interopérabilité des réseaux, afin qu'ils apparaissent comme un seul aux yeux des utilisateurs malgré leur diversité, simples d'accès et non cloisonnés.* »

Nous pensons que le choix d'une première phase ou la conservation du numéro pourrait se faire au sein de la même Zone est cohérent avec le besoin exprimé aujourd'hui par les utilisateurs. A ce stade nous ne sommes pas sûrs qu'il existe une demande forte pour la portabilité en dehors de la Zone Z.

Deux réserves peuvent toutefois être formulées par rapport au scénario envisagé par l'Arcep.

Dans la première phase qui s'appliquerait au 1^{er} janvier 2020, les numéros géographiques pourraient être conservés en changeant de ZNE mais en restant dans la Zone. En revanche, l'affectation initiale se ferait toujours en fonction de la ZNE. Il nous semble opportun, tout en conservant cette date du 1^{er} janvier 2020, d'aligner les contraintes de déménagement et de première affectation. Les utilisateurs finaux ne comprendraient pas pour quelle raison dans une zone donnée, il leur est possible d'avoir un 01 en cas de déménagement mais pas de 01 en cas d'ouverture d'une nouvelle ligne. Cela permettrait également d'aligner les contraintes réglementaires avec une certaine pratique du marché entreprise :

dans le cas d'entreprises multi-sites, il arrive fréquemment qu'un client raccordé à son opérateur sur son siège dans une première ZNE mais ayant des agences dans d'autres ZNE se voit affecté des numéros de la première ZNE pour l'ensemble de ses sites.

La seconde phase qui voit la transformation des numéros géographiques en numéros polyvalents en métropole et en outremer débiterait au 1^{er} janvier 2023. Nous pensons qu'il faut anticiper cette seconde phase. Compte tenu de la baisse constante du trafic fixe l'intérêt de la dégéographisation sera limité si une date aussi lointaine est retenue. Un bilan d'étape pourrait être envisagé fin 2020 pour évaluer l'appétence des utilisateurs (qui auront pris la mesure de l'intérêt et des effets de la première étape de la dégéographisation) pour la possibilité de conserver leur numéro sur l'ensemble du territoire. Selon les résultats de ce bilan d'étape, l'Arcep pourrait décider d'avancer cette seconde phase.

Question 6. Que pensent les acteurs des mesures proposées visant à expérimenter l'authentification de l'identifiant de l'appelant (partie 9) ?

L'Arcep envisage de réserver une tranche de numéro pour expérimenter les mécanismes d'authentification de type STIR/SHAKEN. Dès lors que l'authentification est mise en place, les contraintes d'utilisation sur les appels automatisés sont relâchées. Une catégorie pilote de numéros polyvalent authentifiés serait créée dans les tranches 0901 à 0909.

STIR/SHAKEN

Sur le papier le système d'authentification de type STIR/SHAKEN est très séduisant. Dans les faits plusieurs difficultés doivent être relevées.

Pour empêcher l'usurpation de numéros il est nécessaire que STIR/SHAKEN soit utilisée par tous les opérateurs. Si son implémentation n'est pas généralisée, les opérateurs ne pourront pas raisonnablement interdire les appels non authentifiés.

Par ailleurs cette authentification ne fonctionne qu'entre deux accès SIP, alors que Free utilise le protocole MGCP à l'accès. Free ne pourra donc pas l'implémenter sans supporter de développements spécifiques et d'importants surcoûts qu'il serait nécessaire de prendre en compte si STIR/SHAKEN devait être imposée.

Enfin si des discussions devaient être menées sur STIR/SHAKEN, Free souhaite souligner l'importance qu'elles soient menées conformément aux principes de la normalisation. La norme NF X 50-088 de décembre 2009 intitulée *Activité des bureaux de normalisation « explicite les principes qui guident le travail normatif et les exigences que doivent respecter les bureaux de normalisation. »*. La première partie de cette norme *« précise ce que sont les principes qui régissent le travail normatif : indépendance, impartialité, transparence, ouverture et concertation, consensus, pertinence, cohérence et efficacité, travail en réseau. »*.

Création de la tranche 0901-0909

Une telle catégorie réservée pour l'expérimentation serait de fait utilisée pour les appels automatisés. Le risque est réel et important que les utilisateurs assimilent la totalité de la tranche 09 à des services de démarchage téléphonique et répondent alors moins aux utilisateurs finaux appelant depuis un 09.

Free est l'opérateur qui dispose du plus grand nombre de numéros dans cette tranche, et 2/3 des numéros fixes qui lui sont attribués sont dans cette tranche (contre 10% pour Orange et moins de 5% pour SFR). Les abonnés de Free seront dès lors les plus touchés par les effets indirects de cette mesure.

Pour des raisons de concurrence et d'équité, il ne nous paraît pas envisageable que la catégorie pilote de numéros polyvalent authentifiés soit créée à l'intérieur de la tranche 09.